



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud - CS 16326  
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 12/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ECOTERRE DU CELLIER**

Chez CHARIER CM  
La Clarté  
44410 Herbignac

Références : N3-2026-442 - RAPPORT  
Code AIOT : 0006306434

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement ECOTERRE DU CELLIER implanté Le Plantis 44850 Le Cellier. L'inspection a été annoncée le 25/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOTERRE DU CELLIER
- Le Plantis 44850 Le Cellier
- Code AIOT : 0006306434
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ECOTERRE du Cellier exploite sur la commune de Le Cellier, au lieu-dit « Le Plantis », une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) ainsi qu'un casier dédié aux déchets contenant de l'amiante lié.

Ces installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 juin 2014.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bilan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 1.2.1	Sans objet
3	Gestion des déchets amiantés	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 3.4	Sans objet
4	Autosurveillance des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 6.4.3 et 10.2.4	Sans objet
6	Admission des déchets - Déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 3.2	Sans objet
7	Admission des déchets dans le casier amiante	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 3.3	Sans objet
8	Contrôle des déchets à la réception	Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 3.2.5 et 3.3.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été relevée. Des mesures correctives et des justificatifs associés sont attendus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bilan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Capacité de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Capacité maximale de tonnage annuelle :</u> - 500 000 tonnes par an pour les déchets inertes - 10 000 tonnes par an de déchets d'amiante lié
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis les rapports annuels d'exploitation pour les années 2022, 2023, 2024 et 2025. En 2022, le site a réceptionné 288 742,2 tonnes de déchets inertes et 3 444,7 tonnes de déchets d'amiante lié. En 2023, le site a réceptionné 257 726 tonnes de déchets inertes et 2 833,8 tonnes de déchets d'amiante lié. En 2024, le site a réceptionné 236 227,5 tonnes de déchets inertes et 3 452,8 tonnes de déchets d'amiante lié. En 2025, le site a réceptionné 175 921,1 tonnes de déchets inertes et 3988,7 tonnes de déchets d'amiante lié. Les tonnages déclarés respectent les valeurs fixées réglementairement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Autre, utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Une extraction de l'année 2025 a été générée via l'application Trackdéchets en préalable à l'inspection.</p> <p><u>Les constats suivants peuvent être faits :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 884 bordereaux de suivi des déchets d'amiante (BSDA) reçus sur l'année 2025, le tonnage correspondant est de 3 579,97 tonnes. Une augmentation notable est constatée, en particulier, sur le tonnage par rapport à l'année 2024 où 2 553,1 tonnes avaient été reçues. Il est à noter une différence notable entre les tonnages exprimés dans le bilan d'exploitation (3 988,7 tonnes) et les tonnages enregistrés sur l'application Trackdéchets. Ces différences notables avaient déjà été relevées sur le bilan de l'année 2024.</li> <li>- Concernant les déchets dangereux (DD) produits par l'installation, aucun BSDD n'a été émis via Trackdéchets, car il n'y a pas eu d'évacuation de DD depuis 3 ans, la quantité de DD générée étant très faible (essentiellement des huiles, filtres gazole, emballages et chiffons souillés, cartouches de graisse).</li> <li>- Concernant les déchets inertes, 124 178,6 tonnes ont été réceptionnées. Ce tonnage n'intègre pas les gravats réceptionnés. Seuls les terres excavées sont enregistrées sur l'application Trackdéchets.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant apporte des explications quant aux écarts de tonnages entre ceux issus de l'application Trackdéchets et les tonnages issus de leur bilan d'exploitation.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Gestion des déchets amiantés

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 3.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place des déchets amiantés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les casiers destinés à accueillir des déchets inertes d'une part et le casier destiné à accueillir des déchets d'amiante lié d'autre part sont clairement délimitées et signalées</p> <p>La mise en place des déchets au sein des stockages est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets en particulier à éviter les glissements.</p> <p>Elle est également réalisée par zone peu étendue et en hauteur pour limiter en cours d'exploitation la superficie soumise aux intempéries, mais aussi pour permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon le phasage défini par l'exploitant.</p> <p>Le casier de stockage destiné à accueillir des déchets d'amiante lié est réservé exclusivement au stockage des déchets d'amiante lié. Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement.</p> <p>Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.</p> <p>A cette fin, seuls les déchets d'amiante lié déjà conditionnés (body bennes, palettes bâchées)</p>

<p>sont acceptés sur le site. Ces déchets conditionnés sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tels qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites.</p> <p>Après chaque dépôt de déchets amiantés, l'exploitant procède à un recouvrement immédiat de matériaux terrigènes stockés à proximité de la zone d'exploitation.</p> <p>Les casiers contenant des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes sont couverts quotidiennement avant toute opération de réglage d'une couche de matériaux présentant une épaisseur et une résistance mécanique suffisante.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les casiers destinés à accueillir des déchets inertes d'une part et le casier destiné à accueillir des déchets d'amiante liés d'autre part sont clairement délimités.</p> <p>Les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement. Aucun conditionnement n'a été constaté détérioré.</p> <p>Les casiers contenant des déchets d'amiante liés à des matériaux inertes sont couverts quotidiennement d'une couche de matériaux (terres et gravats).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Autosurveillance des eaux de ruissellement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 6.4.3 et 10.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux de ruissellement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (Art. 6.4.3 et 10.2.4). Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après le rapport de Géoscop de février 2026 intitulé « Suivi environnemental - Année 2025 (rapport n°25_13.352_QGO) », des analyses sont réalisées trimestriellement sur les paramètres listés à l'article X.2.4 de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2014. Une analyse plus complète est réalisée annuellement. Depuis 2024, l'exploitant réalise des analyses sur l'ensemble des paramètres imposés par son arrêté préfectoral d'autorisation et sur les paramètres issus de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Jusqu'en 2024, aucune substance dangereuse entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau, à part l'arsenic, n'était analysée.</p> <p>Sur l'ensemble des analyses réalisées en 2025, aucun dépassement des valeurs réglementaires n'est constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Autosurveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- paramètres physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Mn + Cd + Hg + Fe + As + Zn + Sn), NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, NTK, Cl<sup>-</sup>, PO<sub>4</sub><sup>3-</sup>, K<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup>, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;</li> <li>- paramètres biologiques : DBO<sub>5</sub> ;</li> <li>- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;</li> <li>- autres paramètres : hauteur d'eau.</li> </ul> <p>Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après le rapport de Géoscop de février 2026 intitulé « Suivi environnemental - Année 2025 (rapport n°25_13.352_QGO) », le suivi des paramètres prévus dans l'arrêté préfectoral du 06/06/2014 est assuré semestriellement et porte sur la totalité des paramètres de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p> <p>Le bilan analytique du piezomètre 2 fait apparaître une augmentation notable des concentrations en sulfate et en fer depuis 2015, passant de 400 mg/l en 2015 à 600 mg/l en 2025 pour le sulfate et passant de 4 mg/l en 2015 à 10 mg/l en 2025 pour le fer.</p> <p>La prochaine analyse de référence sur les eaux souterraines est prévue courant 2026, la dernière ayant été réalisée en 2022.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant apporte des explications à l'augmentation notable des concentrations en fer et sulfate identifiée au niveau du piezomètre 2.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 6 : Admission des déchets - Déchets inertes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Admission des déchets - Déchets inertes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Vérification par sondage de la bonne application de la procédure d'admission</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets inertes reçus sur le site font l'objet, avant leur admission, d'une procédure d'acceptation préalable.</p> <p>Une fiche d'identification par chantier est établie en amont de la réception.</p> <p>Si le déchet fait partie de la liste des déchets acceptés (annexe 1 de l'arrêté d'autorisation) et qu'aucune suspicion de contamination n'est relevée, le déchet est accepté et la procédure</p>

<p>d'acceptation est clôturée.</p> <p>Si le déchet ne fait pas partie de la liste des déchets acceptés ou qu'une contamination est suspectée, une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation et une analyse du contenu total sont réalisées pour les paramètres définis à l'annexe 2 de l'arrêté d'autorisation. Un certificat d'acceptation est établi en cas d'acceptation du déchet suite aux analyses.</p> <p><u>La procédure a été contrôlée par sondage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrivée de "terre, pierre et cailloux" (code déchet 17 05 04) : DAP EI 2026 16045-9. Le déchet fait partie de la liste des déchets acceptés et aucune contamination n'est suspectée. Le déchet est accepté et la procédure d'acceptation est clôturée.</li> <li>- Arrivée de "terre, pierre et cailloux" (code déchet 17 05 04) : DAP EI 2026 000000258-00003-1. Le déchet fait partie de la liste des déchets acceptés mais une contamination est suspectée, une évaluation du potentiel polluant du déchet a donc été réalisée. L'analyse a été concluante (les résultats d'analyse ont été fournis par l'exploitant) et un certificat d'acceptation a été établi (document fourni par l'exploitant).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Admission des déchets dans le casier amiante**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Admission des déchets dans le casier amiante</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Vérification par sondage de la bonne application de la procédure d'admission</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets amiantés reçus sur le site font l'objet avant leur admission d'une procédure d'acceptation (formulaire DAPA).</p> <p><u>La procédure a été contrôlée par sondage :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrivée de matériaux de construction - code déchet 17 06 05* : Formulaire DAP EI 2026-50456-05 établi et accompagné du BSDD et du ticket de pesée.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Contrôle des déchets à la réception**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2014, article 3.2.5 et 3.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle des déchets à la réception</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ensemble des vérifications réalisées au moment de la réception sur site</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour les réceptions de déchets sur site, il a été constaté, lors de la visite d'inspection, que l'agent de réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable/certificat d'acceptation préalable ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel ;</li> </ul>



- délivre un accusé de réception (bon de pesée).

**Type de suites proposées :** Sans suite